

Pourquoi la décroissance au Québec

PAR LÉO BROCHIER ET SAMUEL JACQUES

La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une économie de guerre. La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare.

André Gorz

Il ne se passe pas un moment sans que nous soyons assaillis par la décrépitude de notre monde dont la destinée est, malheureusement, de plus en plus liée à la puissance économique et technique. L'inventaire des catastrophes présentes ou à venir ne cesse de s'allonger au point où il faut désormais se demander si l'état préoccupant de la biosphère ne pourrait pas menacer le sort de l'humanité. Notre modèle de développement est un échec, et la fascination pour le progrès et la croissance économique conduit à la mise en place d'une société

d'hyperproduction et d'hyperconsommation dans laquelle l'économie tentaculaire envahit les moindres aspects de notre vie et où le lien social est de plus en plus assuré par la médiation marchande. Or l'idée de progrès est devenue problématique ; mais que dire des réponses politiques qui, prenant acte de notre situation écologique et sociale, se condamnent d'elles-mêmes en reposant sur cette même foi inébranlable.

Quand le progrès menace le progrès

De nos jours, l'idée de progrès, entendue et comprise exclusivement à travers le prisme de l'économie, est totalement assujettie au mythe de la croissance infinie. Elle se traduit par l'expansion continue de l'emprise des activités économiques sur tous les aspects de la vie humaine, ainsi que par la production et l'accumulation de marchandises de toutes sortes. Le progrès, compris comme direction assurée et progression effective, suit en général le schéma suivant : « la croissance économique détermine le développement économique qui détermine le développement social et individuel ».¹ Mais derrière cette conception, il y a aussi la réalité un peu moins rose du remplacement progressif des richesses que nous offre la nature par des déchets industriels et empoisonnés.

Inlassablement, cette obsession de la croissance comme condition du bonheur général nous place devant l'obligation de multiplier les activités économiques, d'éviter la stagnation en défrichant toujours de nouveaux champs pour la conquête marchande et, ainsi, de continuer à nous assurer de l'augmentation constante de l'emprise de l'économie sur le monde. Après la colonisation géographique globale de nouveaux mar-

1. Gilbert Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de science po, 1996.

chés, la sphère marchande s'attaque aujourd'hui de plus en plus aux biens communs de l'humanité. C'est ainsi qu'après la conquête de l'eau, elle étend désormais son emprise sur le vivant par le contrôle et le dépôt de brevets.

Cette victoire mondiale des élites économiques n'est pas encore suffisante pour satisfaire l'appétit insatiable du capital. C'est ainsi que la consommation ostentatoire accompagne l'obsolescence planifiée des produits manufacturés, qui se manifeste, dans notre ère du jetable, par le remplacement compulsif de ces produits par d'autres, plus nouveaux, qui se retrouvent eux-mêmes rapidement démodés. En effet, le risque de saturation du marché a poussé les industriels à limiter systématiquement la durabilité de leurs produits, ou encore, par l'intermédiaire de la publicité et de la mode, à procéder à leur dévaluation symbolique.

« Apprends à avoir besoin de ce qui est offert »², tel est l'impératif de cette domination qui réduit le progrès à sa seule dimension matérielle où « le plus » est le mieux, et qui soutient le règne de la consommation illimitée. « On ne finit pas par avoir ce dont on a besoin : on finit par avoir besoin de ce qu'on a³ ». La liste des possessions matérielles dont « on ne peut se passer pour vivre » a fortement augmenté depuis les dernières décennies⁴ – assurant ainsi la reproduction d'un système qui a su prouver avec le temps son inefficacité à assurer le bien-être de sa population d'une façon juste, solidaire et équitable.

2. Günter Anders, *L'obsolescence de l'homme*, Paris, Éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, 2002 [1956].

3. *Op. cit.*, p. 202.

4. <http://pewsocialtrends.org/pubs/323/luxury-or-necessity> (visité le 13 août 2008). Cette recherche a également démontré que plus le revenu d'une personne est élevé, plus il y a de chances que cette personne voie ses biens comme étant des nécessités au lieu d'être des objets de luxe. Comme quoi la croissance augmente nos désirs au lieu de les assouvir.

Ce cycle d'innovation forcée⁵ et accélérée, participant pleinement au dessein productiviste et consumériste, en plus de nourrir la crise sociale, est entre autres la cause de la crise écologique actuelle, du fait de l'incorporation de toujours plus de matières premières à la production. Inutile de dresser ici la trop longue liste des nuisances, mais rappelons que quelques décennies à peine ont suffi pour dilapider nos ressources naturelles et appauvrir la biosphère au point où les écosystèmes n'ont plus la capacité de se renouveler. Notre appétit de ressources naturelles est tel que si aujourd'hui le modèle de développement économique dominant, tant vanté par les hommes politiques, les pouvoirs financiers et les économistes sur la plupart des tribunes, devait s'étendre à l'ensemble des pays du globe, il nécessiterait en ressources l'équivalent de ce que pourraient fournir cinq planètes... Mais nous n'en avons qu'une, et elle ne nous appartient pas. Ajoutons à ce sombre tableau écologique que, dans cette représentation économique et idéologique du monde, l'individu est considéré comme une ressource, indispensable aux processus industriels et économiques au même titre que les ressources naturelles. Cela permet ainsi de justifier, au nom de l'efficacité économique, les licenciements massifs et la délocalisation avec, en prime, la possibilité de favoriser du même coup la déshumanisation des rapports humains qui glissent alors froidement vers la compétition des uns contre les autres et de tous contre la nature. L'identité individuelle se résout finalement dans la fonction de gagnant ou de perdant de la guerre économique mondiale. Les crises sociales apparaissent donc ainsi comme des crises individuelles, privées de toute dynamique politique, simple reflet subjectif à assumer par les victimes des lois de l'économie.

5. <http://decroissance.info/Peremption-premeditee>

Ainsi donc aujourd'hui, le progrès s'use et constitue même une source d'inquiétude et de pollution capable de menacer ce confort et cette paix matérielle dont toute la production moderne justifiait justement la conquête. Comment croire à un progrès sans générations futures pour en jouir? Au contraire, tout nous porte à croire que si nous demeurons sur les rails de ce développement économique et technique, ces conséquences continueront de s'aggraver. Malheureusement, les groupes politiques actuels semblent totalement incapables de prendre la mesure de notre démesure, et ceux qui contestent la place du capitalisme restent malgré tout aveuglés par la douce illusion du progrès et de la croissance; leur audace politique ne nous propose par conséquent qu'une faible alternative politique. Il est temps d'admettre l'effet néfaste d'anciennes réussites.

« Une autre croissance n'est plus possible »

Les responsables politiques de droite comme de gauche, qui partagent dans les faits le même bilan attristant, sont convaincus que les solutions aux problèmes de la croissance requièrent toujours davantage de croissance. C'est sans doute là la raison qui explique pourquoi nous entendons les syndicats réclamer une augmentation accrue du pouvoir de consommer de leurs membres ou encore les groupes politiques écologistes revendiquer une croissance économique maîtrisée (passant par le chemin douteux d'un développement durable grassement soutenu par l'espoir directement programmé par le capital d'une technologie propre), au lieu de les voir défendre une prise en charge responsable des problèmes.

Par leur incapacité fondamentale à briser l'imaginaire productiviste, les réponses politiques de notre régulation libérale sont devenues complètement obsolètes; de gauche à droite, un seul objectif politique central : la croissance. Et

toujours comme seuls horizons indépassables : le productivisme et le consumérisme. Nos institutions, toutes couleurs politiques confondues, semblent manifestement peu enclines à faire cesser notre soumission à la production marchande.

Si les valeurs des partis à droite de l'échiquier politique, fondées, entre autres, sur la logique du profit et l'accumulation du capital, sont bien connues et ne feront pas ici l'objet de critiques maintes fois élaborées, nous nous interrogeons sur le fait que la gauche semble incapable d'avoir une prise réelle sur ce système et d'en modifier profondément l'orientation.

De fait, sous couvert d'un certain réalisme politique, les forces politiques et sociales de l'opposition au capitalisme au Québec continuent de partager avec leur ennemi beaucoup trop de dogmes issus de certaines conceptions élaborées au siècle des Lumières. Leurs projets politiques réchauffés de transformation du monde demeurent inlassablement ancrés dans les concepts libéraux de croissance économique, de richesse, de développement et de technique. C'est dans le contenu de ces mots que ces forces espèrent encore récolter les fruits du progrès dont elles se sont faites historiquement le porte-étendard, en ayant à cœur le noble objectif d'en faire bénéficier le plus grand nombre. Même si elle rejette bruyamment le capitalisme et le libéralisme, la gauche, de manière générale, se refuse toutefois à remettre en question leurs conditions de possibilité culturelles et politiques ; c'est pourquoi elle accepte finalement que sa propre politique se réduise à la gestion des externalités de la domination économique, se condamnant de cette façon à l'impuissance.

Au fond, le principal point de divergence qu'elle possède avec le projet néolibéral concerne essentiellement la re-

distribution et la répartition des richesses. En ce sens, les débats droite/gauche restent circonscrits au seul discours économique chiffré et à la répartition, selon les secteurs clés, des points de croissance dégagés par le système productif. Ainsi, la gauche nous propose une simple régulation des excès du système, voire un accompagnement des crises, comme le mentionne G. Breton, analysant les propositions de la plateforme de Québec solidaire : « on laisse sous-entendre que le système va continuer de fonctionner tel qu'il est présentement mais que l'on va aider ceux que le système laisse de côté »⁶ en espérant bien sûr en retour leur pleine et totale collaboration économique, aggravant ainsi la déliquescence du monde. Faire ainsi reposer toutes les protections sociales, comme par exemple les retraites, sur la croissance, justifie de fait l'augmentation de la destruction marchande. Évidemment, on nous objectera à droite comme à gauche que la croissance économique est la solution à la question du chômage, ou à celle des inégalités sociales. Or force est de constater que la création d'emploi n'est plus du tout liée à l'évolution de la croissance économique, alors que celle-ci est en constante augmentation. Ne parlons même pas, après plusieurs décennies de croissance, des inégalités sociales qui se creusent actuellement tant à l'échelle mondiale qu'à l'intérieur des cadres nationaux. En vérité, alors que s'effectue un découplage entre croissance et conditions de travail, ce qui croît ce sont surtout les nuisances.

Mais entendons-nous bien ici : nous ne contestons absolument pas la nécessaire répartition des richesses de même que l'équité, notions habituellement propres à la gauche, mais seulement l'appareil techno-économique en place et sa finalité

6. Gaétan Breton, « Où est passée la gauche ? », *À bâbord!*, février-mars 2007, p. 10.

de croissance; nous aimerions faire prendre conscience aux forces politiques de la gauche québécoise du fait que les moyens et les valeurs progressistes impliqués dans leurs luttes pour la justice sociale et écologique sont désormais insuffisants pour atteindre leurs buts, car comme l'exprime Jean-Pierre Dupuis : « S'il est beau de vouloir partager équitablement un gâteau aussi gros que possible, il conviendrait peut-être de se demander d'abord s'il n'est pas empoisonné⁷ ». La principale erreur de la gauche est de penser que l'économie résoudra tous les problèmes sociaux et écologiques.

Décoloniser notre imaginaire : commencer par gagner la bataille des idées

Nous pensons que les mouvements qui s'opposent à la destruction marchande du monde ne peuvent être efficaces s'ils ne s'attaquent pas réellement et impérativement, comme nous invite à le faire le concept de décroissance, à la racine des problèmes. Il est surtout vain, en effet, de lutter contre les « externalités négatives » si l'on continue de se nourrir des idéologies qui les ont rendues possibles. Vouloir éviter les maux mais continuer de désirer leurs causes est une dangereuse contradiction de la morale politique du monde actuel. Nous ne pouvons raisonnablement pas dénoncer à la fois les marées noires et la hausse des prix de l'essence; cela s'apparente plutôt à un comportement schizophrène de désirer une plus grande mobilité mais une réduction des gaz à effet de serre. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Convenons donc ici, comme l'exprimait Einstein, que « le mode de pensée qui a généré un problème ne peut être celui qui va le résoudre »; il faudrait plutôt voir les choses autrement. En désirant demeurer dans le paradigme de la pensée dominante,

7. Jean-Pierre Dupuis, *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Seuil, 2002.

en n'envisageant d'autre voie que celle de la croissance, nous nous empêchons d'en explorer de potentiellement fructueuses. La décroissance ne doit pas être entendue comme une décroissance économique, synonyme de récession avec toutes les conséquences qui s'y rattachent. Il s'agit plutôt de la décroissance de l'économie elle-même comme représentation idéologique dominante, qui légitime son autonomie à l'abri de toute attache et responsabilité normative et collective. C'est pourquoi la décroissance travaille à miner cette autonomie de l'économie par rapport à la société par le réencastrement de l'économie dans le social, le tout non dissocié de son assise naturelle.

Non, décidément, une autre croissance, qu'elle soit verte ou socialement juste, n'est pas possible. Il est, de plus, illusoire d'envisager un simple ralentissement de cette machine lancée à toute vapeur, en espérant être sauvés par une hypothétique technologie, ou encore d'espérer mettre en œuvre un développement durable, deux façons d'abandonner lâchement notre responsabilité vis-à-vis des prochaines générations en leur laissant le fardeau des désastres et des solutions. La sortie, par la décroissance, de cette impasse ou plutôt de ce labyrinthe, pour reprendre la métaphore de Jean-Claude Besson-Girard⁸, nous oblige à modifier la trajectoire de l'humanité, par la construction d'une alternative crédible fondée sur une autre logique. Cela passe préalablement par la déconstruction des mythes qui fondent la société actuelle, c'est-à-dire, selon la formule de Serge Latouche, qu'il faut « décoloniser notre imaginaire ».

8. Jean-Claude Besson-Girard, « La décroissance est l'issue du labyrinthe », dans Serge Mongeau (dir.), *Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse : la décroissance*, Montréal, Écosociété, 2008, p. 14-32.